



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

6 au 16 nov. 2013

jqsi.qc.ca



Table des matières

Introduction	2
Dans le monde : On est 7 milliards, faut se parler...de nos priorités	3
Faut se parler de santé	4
Faut se parler d'éducation	4
Faut se parler d'environnement	5
Faut se parler d'économie locale.....	5
Faut se parler d'égalité entre les femmes et les hommes.....	6
Faut se parler de justice sociale	7
Faut se parler... de solutions!.....	8
Au Canada : On est 35 millions, faut se parler... des succès menacés de la coopération internationale	9
Deux récits qui illustrent la réalité actuelle	10
Le Canada et l'aide internationale : de premier de classe à mauvais élève	12
Faut se parler... de solutions!.....	14
Au Québec : On est 8 millions, faut se parler... de solidarité internationale	15
Faut se parler... d'une Agence québécoise de solidarité internationale.....	16
Une AQSI en devenir.....	16
Faut se parler... d'action citoyenne!.....	17
Notes.....	18

Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) 2013 visent d'abord à établir un dialogue avec la population du Québec portant sur les priorités communes des organismes québécois de solidarité internationale et de la société civile québécoise en général. Qu'il s'agisse d'économie locale, d'éducation, d'égalité entre les femmes et les hommes, d'environnement, de justice sociale ou de santé, ces enjeux nous préoccupent toutes et tous !

Dans le contexte actuel, les JQSI doivent également permettre de défendre collectivement plus de 50 ans d'expertise québécoise en coopération et en solidarité internationales, car de nombreux succès de cette expertise sont aujourd'hui menacés par le virage idéologique du gouvernement fédéral.

Faut se parler !

Après l'enthousiasme et l'indignation vient l'action. Les JQSI, c'est aussi des gestes concrets. Plusieurs pistes d'engagement individuel et collectif nous sont proposées afin de défendre des enjeux qui nous tiennent à cœur et d'appuyer une solidarité internationale québécoise renforcée. Une de ces pistes est la création d'une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSII).

Bonne lecture !

Et, surtout, bonnes
Journées québécoises de la solidarité internationale !

Dans le monde

On est 7 milliards, faut se parler...

de nos priorités

Que l'on soit parent à Alma, médecin à Port-au-Prince ou volontaire international à Kigali, nous avons tous à cœur de garantir notre avenir collectif par :

- des **soins de santé** et une **éducation** de qualité accessibles pour tous ;
- un **environnement** sain, porteur d'avenir ;
- une **économie locale** qui profite à l'ensemble de la communauté ;
- l'**égalité** entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons ;
- la **justice sociale** pour réduire les inégalités et affirmer nos droits.

Chaque jour, des Québécoises et des Québécois mettent l'épaule à la roue pour faire avancer ces enjeux chez nous, mais aussi partout sur la planète. Ils et elles s'engagent en coopération internationale pour appuyer des partenaires locaux dans la création d'un monde meilleur et solidaire, ici et ailleurs.

Après tout, on est 7 milliards... faut se parler!

Faut se parler de santé

Selon un sondage réalisé en 2012, la santé est de loin l'enjeu qui préoccupe le plus la population québécoise¹. Par ailleurs, 93% des Québécois et des Québécoises se déclarent satisfaits de leurs services de santé².

Mais saviez-vous que, chaque année, 750 000 enfants de moins de 5 ans meurent de diarrhée et d'autres maladies causées par le manque de mesures d'assainissement dans leur pays³? Et que 95% des décès dus au paludisme surviennent dans 14 pays seulement⁴? Clairement, la santé est aussi une préoccupation criante pour les populations du Sud.



La bonne nouvelle?

Depuis 1990, la mortalité infantile a chuté de 39% dans les pays les plus pauvres⁵. Des progrès considérables ont aussi été réalisés dans la réduction de la mortalité maternelle

et dans la diminution de la mortalité imputable au VIH, à la tuberculose et au paludisme⁶. Ces progrès dépendent en grande partie du travail d'organismes de coopération internationale (OCI) qui facilitent l'administration de vaccins, appuient la réfection d'établissements de santé, réalisent des programmes d'éducation à l'hygiène et mènent des campagnes internationales pour garantir l'accessibilité universelle des soins de santé au Sud.

Faut se parler d'éducation

Au Québec, près de neuf personnes sur dix estiment que le gouvernement devrait investir davantage dans le système public d'éducation⁷. Les Québécois et les Québécoises considèrent également que l'obtention d'un diplôme d'études secondaires contribue au bien-être et au développement global de la personne⁸. Malgré la problématique du décrochage scolaire qui continue à juste titre de préoccuper les gens, les efforts collectifs des dernières décennies ont porté certains fruits: à l'âge de 24 ans, 85% des personnes vivant au Québec détiennent au moins un diplôme d'études secondaires.⁹

Pourtant, le monde compte actuellement 101 millions d'enfants non scolarisés, pour la plupart des filles¹⁰. De plus, on estime à 775 millions le nombre d'adultes analphabètes sur la planète, dont les trois-quarts, soit 500 millions, seraient des femmes¹¹. Quand l'on sait que chaque année supplémentaire de scolarisation peut accroître les revenus d'une femme de 10 à 20%¹², il faut agir!



La bonne nouvelle?

Dans les 40 dernières années, les progrès réalisés dans l'éducation des femmes ont permis de prévenir le décès de plus de quatre millions d'enfants¹³. En outre, le taux d'inscription des enfants en âge d'école primaire a augmenté de façon marquée en Afrique subsaharienne, passant de 58% à 76% entre 1999 et 2010¹⁴. Ces avancées sont en partie le résultat du travail d'OCI qui mènent des programmes d'alphabetisation, de cantines scolaires (pour garder les enfants à l'école) et de formation du personnel enseignant au Sud.

Faut se parler d'environnement

Selon un sondage réalisé en 2012, l'environnement arrive au troisième rang des problèmes mondiaux qui préoccupent le plus les Québécoises et les Québécois¹⁵. En outre, 76% des personnes sondées au Québec l'an dernier croient que leur qualité de vie sera affectée par les changements climatiques et les catastrophes naturelles au cours des dix prochaines années¹⁶.

Dans les pays du Sud, les populations rurales pauvres sont déjà le plus durement touchées par les problèmes environnementaux, car elles dépendent des ressources naturelles pour assurer leur survie. Selon Oxfam, le nombre d'enfants souffrant de la faim augmentera de 12 millions d'ici à 2050 si les changements climatiques ne sont pas contenus¹⁷.



La bonne nouvelle?

De nombreux OCI appuient les petites exploitations agricoles des pays en développement pour faciliter leur adaptation aux changements climatiques et promouvoir

l'adoption de pratiques durables. Et ils obtiennent d'excellents résultats! Par exemple, une étude portant sur des projets agricoles durables dans 57 pays révèle une augmentation moyenne des rendements de 79%¹⁸!

Faut se parler d'économie locale

Soucieux de soutenir les entreprises d'ici, près de 68% des Québécois et des Québécoises privilégient l'achat de produits locaux¹⁹. Et pas moins de 55% du contenu de nos assiettes provient d'ici²⁰. Le Québec se démarque également sur le plan de l'économie sociale: actuellement, environ 7000 entreprises sociales -

coopératives, organismes à but lucratif et mutuelles - emploient plus de 125 000 personnes et génèrent 8% du PIB québécois²¹.

Ironiquement, dans les pays du Sud, 80% des personnes actives qui vivent d'agriculture ont souvent peine à se nourrir, faute d'accès à la terre ou aux marchés²². Chez eux, une superficie équivalente à l'Europe de l'Ouest a été vendue depuis 2001, pour la plus grande part à des investisseurs internationaux. Plusieurs de ces terres ont été achetées à des fins spéculatives et demeurent inexploitées; d'autres servent exclusivement à cultiver des agrocarburants. Pendant ce temps, trois multinationales contrôlent à elles seules 90% des échanges mondiaux de céréales. Quand ces compagnies font augmenter les prix des denrées de base, certaines des familles les plus pauvres de la planète doivent consacrer jusqu'à 75% de leurs revenus aux dépenses alimentaires²³.



La bonne nouvelle ?

De plus en plus, les citoyens et les citoyennes du Sud prennent en charge leur économie locale. Plus d'un million d'agricultures et d'agriculteurs dans le monde sont actuellement engagés dans le commerce équitable²⁴. En Afrique, 7 à 10% de la population seraient membres d'une coopérative²⁵. En Amérique latine, des paysannes et des paysans se réapproprient les terres pour cultiver, mais aussi pour établir des services à la collectivité, comme des écoles²⁶. Des OCI québécois mettent la main à la pâte en offrant des formations en techniques agricoles adaptées aux réalités locales, en permettant le partage des semences et en appuyant le démarrage d'entreprises et de coopératives génératrices d'emplois et de revenus.

Faut se parler d'égalité femmes-hommes

Au Québec, depuis les années 60, on observe des progrès notables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Par exemple, même si l'écart de revenus entre les femmes et les hommes persiste, il est moindre au Québec que dans l'ensemble du Canada²⁷. En outre, le pourcentage d'entrepreneurs femmes est passé de 27% au début des années 1990 à 33% actuellement²⁸. D'ailleurs, selon la CIBC, les femmes qui se lancent en affaires au Québec tendent à réussir mieux que les hommes²⁹.

Malheureusement, la situation est toujours problématique dans bien des pays du Sud. En 2010, les femmes détenaient moins de 20% des terres agricoles à l'échelle mondiale³⁰. Elles formaient également moins de 20% de la main-d'œuvre non agricole en Asie de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Asie du Sud³¹. La plupart d'entre elles continuent d'occuper des emplois informels, non reconnus et mal payés.



La bonne nouvelle ?

En menant des initiatives qui libèrent les filles de leurs tâches traditionnelles, comme la collecte d'eau ou de bois à brûler, des OCI ont permis aux filles d'aller à l'école. Ainsi, entre 1999 et 2010, la fréquentation de l'école primaire par les filles a augmenté de 72% à 96% en Afrique subsaharienne³². Par ailleurs, des programmes de micro-crédit, de coopératives et de formation à l'emploi ont contribué à faire augmenter la part des femmes dans les emplois salariés non agricoles de 35% en 1990 à 40% en 2010³³.

Faut se parler de justice sociale

Au Québec, la plupart des gens ont accès à l'eau potable et à des installations sanitaires fonctionnelles. Les locataires ont droit à un logement salubre et ne peuvent être mis à la rue impunément. Le travail forcé est interdit et le droit de se syndiquer, reconnu. Malgré cela, de graves inégalités et injustices persistent. Mais les droits économiques et sociaux³⁴ – dont le droit au travail, le droit à un logement adéquat et le droit à l'eau – sont la plupart du temps respectés, en particulier grâce à la vigilance des organismes de la société civile.

Malheureusement, ces droits reconnus par l'ONU ne sont pas affirmés partout sur la planète. Aujourd'hui, 783 millions de personnes n'ont pas accès à une source d'eau améliorée³⁵ (telle qu'une prise d'eau ménagère, un réservoir public au sol, un puits, une source, un puits protégé ou des eaux pluviales collectées) et près de 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des services sanitaires et vivent dans des bidonvilles ou des abris de fortune³⁶. Et près de 21 millions de femmes, d'hommes et d'enfants – soit presque trois fois la population du Québec – seraient victimes de travail forcé³⁷.



La bonne nouvelle ?

La proportion de personnes vivant dans des taudis dans les pays du Sud est passée de 39% en 2000 à 33% en 2010³⁸. Durant cette période, plus de 200 millions d'entre elles ont bénéficié de sources d'eau améliorées et d'installations d'assainissement. En parallèle, de terribles accidents de travail dans les pays du Sud, notamment au Bangladesh, ont finalement éveillé les consciences, poussant de nombreuses entreprises du Nord à se doter de politiques visant à améliorer les conditions de travail au Sud. Les OCI québécois ne sont pas étrangers à ces changements: depuis des décennies, ils mènent des campagnes pour sensibiliser la population aux réalités du Sud et encourager les décideurs à améliorer leurs politiques et leurs pratiques.

Faut se parler... de solutions!

Heureusement, des pistes de solutions existent! La première étant d'engager le dialogue avec d'autres personnes qui partagent nos préoccupations – tant au niveau local qu'international – liées à l'économie locale, l'éducation, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'environnement, la justice sociale et la santé. C'est ensemble qu'on arrivera à défendre les fruits de nos engagements.

Affichez-vous avec le macaron des JQSI!

- Portez fièrement un des six macarons qui correspond à l'enjeu qui vous interpelle le plus;
- Apposez-le à votre photo de profil sur Facebook.

À force de se parler, nos efforts collectifs portent fruits... et sauvent des vies!

Au Canada

On est 35 millions, faut se parler...

des succès menacés

de la coopération internationale

Depuis 50 ans, les quelque 70 organismes de coopération internationale (OCI) membres de l'AQOCI ont développé une solide expertise dans leurs domaines respectifs, qu'il s'agisse d'aide médicale, d'éducation ou de droits des femmes. Ils ont également tissé des liens solides avec de nombreux partenaires du Sud qu'ils appuient dans la mise en œuvre de projets qui, petit à petit, changent des vies.

Mais à cause de modifications dans les politiques d'aide du Canada, les succès si difficilement obtenus sont désormais en péril. Des milliers de personnes du Sud pourraient bientôt perdre les acquis qui, au cours des dernières décennies, leur ont redonné dignité et espoir.

Voici deux récits qui illustrent la réalité actuelle.

De père en fille: l'abolition du mariage forcé en Inde

L'Aide internationale pour l'enfance (AIPE) intervient en Inde pour sensibiliser les parents aux dangers du mariage forcé. En effet, dans certaines régions du pays, la coutume veut qu'une jeune fille soit mariée dès qu'elle est en âge d'enfanter.

Dans les premières années du projet, l'AIPE devait négocier âprement avec les parents pour empêcher le mariage de petites filles. Mais après trois ans à peine, l'AIPE a constaté que les pères sensibilisés se déplaçaient désormais de village en village pour empêcher la perpétuation de la tradition. Questionnés quant à leurs motifs, ces hommes disent avoir pris conscience de l'importance pour la famille d'éduquer les filles. En outre, ils ont admis ne pas avoir su, auparavant, que les jeunes filles couraient de grands risques de mourir en couche. Conscients que, dans leur société patriarcale, la voix des hommes a plus de poids que celle des femmes, ils ont décidé d'agir pour changer les mentalités.

Au bout de quatre ans, l'AIPE avait contribué à éradiquer le mariage forcé dans dix villages de la région. Malheureusement, faute de financement récurrent de l'ACDI auprès de grands organismes qui supportaient financièrement l'AIPE, celle-ci a récemment dû diminuer son apport au projet. Par conséquent, les précieux efforts de sensibilisation devront être réduits, privant des centaines de jeunes filles de l'occasion d'exercer leur droit le plus fondamental: celui de contrôler leur corps et leur destinée.

Des pilotes de brousse manquent à l'appel en RDC

Depuis 1984, l'OCI québécois Terre Sans Frontières (TSF) appuie son homologue Avions Sans Frontières (ASF) en République démocratique du Congo (RDC). ASF intervient dans la brousse auprès de civils affectés par des conflits entre groupes armés, en assurant la livraison de vaccins, le transfert de malades vers des hôpitaux et le transport de personnel essentiel pour l'enseignement et les soins de santé.

Jusqu'en 2011, TSF appuyait ASF financièrement, grâce à un programme de développement durable dont le financement n'a pas été renouvelé par l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI). Accusant désormais un lourd déficit, ASF, avec l'aide du diocèse local, doit autofinancer ses opérations, ce qui l'a amené à réduire l'indemnité mensuelle de ses pilotes. La détérioration des conditions de travail complique le recrutement des pilotes, ce qui, joint à l'incertitude du financement des opérations, met en péril le programme. Finalement, les conséquences du manque de financement seront réelles: des malades ne seront plus évacués, des enfants tomberont malades faute de vaccins, et les organismes humanitaires auront plus de difficulté à intervenir dans cette zone de conflit, abandonnant de nombreuses personnes à leur sort.

Deux exemples parmi tant d'autres, qui se répètent actuellement partout sur la planète. Comment a-t-on pu en arriver là? Pour le comprendre, faut se parler... des nouvelles orientations canadiennes en aide publique au développement.

Le Canada et l'aide internationale: de premier de classe à mauvais élève

Dans les années soixante, le Canada était reconnu pour ses politiques en matière d'aide publique au développement (APD). C'est même un premier ministre canadien, Lester B. Pearson, qui a suggéré aux pays riches de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide internationale, une formule depuis reprise et adoptée par les Nations Unies.

En 2008, le Canada s'est également doté d'orientations claires en adoptant la Loi sur la responsabilité en matière d'aide officielle³⁹. Selon cette loi, l'aide doit :

- contribuer à la réduction de la pauvreté ;
- tenir compte des points de vue des personnes pauvres ;
- être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne.

Malgré ces initiatives, le Canada fait aujourd'hui piètre figure sur le plan de l'aide. Non seulement consacre-t-il moins de 0,3% de son PIB à l'APD⁴⁰, mais il utilise désormais les budgets de l'aide publique au développement pour stimuler l'expansion des entreprises canadiennes.

Ce virage a été confirmé l'an dernier quand le ministre de la Coopération internationale de l'époque, Julian Fantino, a affirmé que les entreprises canadiennes seraient désormais appelées à jouer un rôle de premier plan dans le développement⁴¹, une fonction qui, jusqu'ici, avait été principalement confiée à des OCI sans but lucratif. En juin 2013, le gouvernement du Canada est allé plus loin en intégrant l'ACDI au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement afin de mieux arrimer les priorités économiques du Canada à ses politiques d'aide au développement et ce, en dépit du fait que le but premier de l'aide se doit d'être la réduction de la pauvreté.

Aujourd'hui, ces orientations poussent de nombreux OCI québécois et canadiens à sonner un cri d'alarme. En effet, ces OCI constatent que :

- faute de financement, des projets solides, bâtis avec des partenaires du Sud bien établis, sont disparus, malgré des besoins croissants ;
- des spécialistes en développement d'ici et d'ailleurs ont perdu leur emploi, privant les OCI canadiens et les populations du Sud d'une expertise précieuse ;
- pour survivre, les OCI doivent désormais élaborer leurs programmes en fonction d'une logique économique canadienne, plutôt que sur la base des besoins exprimés par les collectivités du Sud qu'ils appuient.

Au moment d'écrire ces lignes, les OCI québécois vivent dans l'incertitude la plus complète. Dès avril 2014, plusieurs d'entre eux verront leur entente avec le gouvernement du Canada prendre fin. À l'heure actuelle, ils ne disposent d'aucune information pour savoir si de nouvelles ententes pourront être conclues l'an prochain. Il leur est donc impossible de planifier des programmes avec leurs partenaires du Sud ou même, dans certains cas, de mener à bien les projets actuels. La conséquence ? Des personnes comme vous et moi se trouvent soudainement privées de services essentiels dans de nombreux pays.

Faut se parler... de solutions!

Heureusement, des pistes de solutions existent! Notamment, des discussions sont actuellement en cours pour créer une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI) qui replacerait la réduction de la pauvreté au centre de la coopération internationale.

Et vous, que pouvez-vous faire?

- Appuyez directement des organismes québécois de solidarité internationale. Pour les découvrir, accédez au répertoire des membres de l'AQOCI sur aqoci.qc.ca.
- Prenez part aux démarches en prévision du Forum social des peuples qui aura lieu en août 2014: www.forumsocialdespeuples.ca.

À force de se parler, nos efforts collectifs portent fruits... et sauvent des vies!

Au Québec

On est 8 millions, faut se parler...

de solidarité internationale

Le mouvement de solidarité internationale au Québec est unique en son genre. Basé sur 50 ans d'expérience, il tire sa force des liens de confiance «tissés serrés» qui existent entre les organismes de coopération internationale (OCI) d'ici et leurs partenaires au Sud. Plus encore, il se manifeste dans l'appui de la population québécoise pour la justice sociale et le partage de la richesse. Grâce à de savants échanges d'expertise, à des programmes rigoureux et bien ciblés et à l'influence exercée par les Québécoises et les Québécois sur nos responsables politiques, nous parvenons, peu à peu, à réduire les inégalités Nord-Sud.

Cependant, cette solidarité est actuellement menacée. En effet, la plupart des OCI dépendent du financement du fédéral pour mener leurs actions. Depuis quelques années, le gouvernement du Canada a apporté d'importantes modifications dans ses façons de choisir et de financer les projets de développement. Notamment, il ne se fie plus à l'expertise des OCI et aux besoins exprimés par leurs partenaires du Sud pour établir ses priorités. Plutôt, il voit l'aide internationale comme une façon de faire avancer les intérêts économiques du Canada. Pour la solidarité, on repassera! Il y a un consensus assez large sur le fait que la population québécoise se reconnaît de moins en moins dans les visions, les politiques et les programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)⁴².

Faut se parler... d'une Agence québécoise de solidarité internationale

Mais, au Québec, la solidarité a la couenne dure! En réaction aux nouvelles orientations fédérales, le gouvernement québécois songe actuellement à se doter de sa propre Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Fondée sur le respect, le dialogue et, surtout, la solidarité, une AQSI permettrait au Québec de réaliser ses propres initiatives de développement en faisant valoir l'approche québécoise en coopération et l'expertise en solidarité des divers acteurs bien de chez nous.

Pour évaluer cette possibilité, le ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE) et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) ont récemment mis sur pied un comité conjoint de réflexion. Depuis février 2013, le comité a tenu plusieurs jours de consultations où il a rencontré des dizaines de personnes oeuvrant dans le domaine de la coopération internationale. Les recommandations du comité seront présentées au Ministre du MRIFCE et au conseil d'administration de l'AQOCI à la fin décembre 2013.

Une AQSI en devenir...

Déjà en 2006, à l'initiative de l'AQOCI, des représentants et représentantes des organisations de la société civile au Québec avaient adopté la *Déclaration du Québec*. Parmi les revendications adoptées, nous annonçons, entre autres, vouloir construire un monde fondé sur le droit et sur les droits (individuels et collectifs). Car pour nous c'est un rempart fondamental contre la pauvreté, les injustices, la guerre et la violence. Nous demandons également le développement et la reconnaissance de la société civile, tant ici que dans les pays du Sud, comme interlocutrice et partenaire à part entière des gouvernements et des processus de prise de décisions politiques. C'est avec ces lunettes que nous participons aux travaux du comité pour la création d'une AQSI.

D'abord et avant tout, une AQSI replacerait la solidarité au cœur de la coopération internationale. En outre, elle servirait à promouvoir:

- l'équité, l'égalité entre les femmes et les hommes, les droits de la personne, la démocratie, la dignité et la justice sociale;
- une approche fondée sur l'autonomie des collectivités, les partenariats Nord-Sud, la transparence et la cohérence;

- le développement des communautés du Sud (et non la poursuite des intérêts économiques du Nord);
- un engagement à long terme auprès des communautés.

En ce qui a trait au financement éventuel de l'Agence plusieurs avenues possibles sont actuellement envisagées.

Ensuite, une AQSI devrait également fournir un lieu de convergence et de rassemblement pour les divers acteurs de la solidarité internationale au Québec, garantissant ainsi une portée optimale à leurs actions.

Faut se parler... d'action citoyenne!

Participez, vous aussi, à la création d'une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Pour ce faire:

- **Écrivez à votre député-e provincial-e** pour lui faire part de votre appui à la création d'une AQSI. Un modèle de lettre est disponible sur le site Internet de l'AQOCI: aqoci.qc.ca.
- **Adhérez à la campagne Partenaires solidaires** pour un meilleur partenariat en solidarité internationale: aqoci.qc.ca/partenaressolidaires.

À force de se parler, nos efforts collectifs portent fruits... et sauvent des vies!

Notes

- ¹ Sondage sur l'engagement des Canadiens pour éliminer la pauvreté dans le monde, mené par Vision Critical pour le compte du Réseau de coordination des conseils, mars 2012.
- ² Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la satisfaction des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec, 2006-2007*. Total des répondants se déclarant assez satisfaits (32,7%) et très satisfaits (60,2%), p. 29.
- ³ ONU. *Le Vice-Secrétaire général de l'ONU appelle à renforcer l'accès mondial à l'assainissement*, 21 mars 2013.
- ⁴ ONU. *Le monde a fait des progrès spectaculaires pour améliorer la santé dans les pays les plus pauvres, affirme l'OMS*, 15 mai 2013.
- ⁵ *Ibid.*
- ⁶ *Ibid.*
- ⁷ Lefebvre, Sarah-Maude. *Sondage : Les Québécois pensent que le Québec néglige l'école publique*, Agence QMI, 6 octobre 2010.
- ⁸ *Sondage : La valorisation de la diplomation, la persévérance scolaire et le plan d'action «L'école, j'y tiens!» au Québec*, réalisé par Léger marketing pour le compte de la Fondation Lucie et André Chagnon, octobre 2011.
- ⁹ Statistique Canada, *Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada, 2009-2010*.
- ¹⁰ UNICEF. *Égalité d'accès à l'éducation*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.
- ¹¹ ONU. *L'Éducation avant tout : faits et chiffres*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.
- ¹² *Ibid.*
- ¹³ *Ibid.*
- ¹⁴ ONU. *Objectifs du millénaire pour le développement : Rapport 2012*. «Assurer l'éducation primaire pour tous».
- ¹⁵ Sondage sur l'engagement des Canadiens pour éliminer la pauvreté dans le monde, mené par Vision Critical pour le compte du Réseau de coordination des conseils, mars 2012.
- ¹⁶ Pâquette, Gilbert. *Changements climatiques : ce que les Québécois en pensent*, Grenier aux chroniques, 30 novembre 2012.
- ¹⁷ Oxfam-Québec. *Campagne Cultivons : Les changements climatiques*, mars 2012.
- ¹⁸ Oxfam. *Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées*, juin 2011, p. 53.
- ¹⁹ Protégez-vous et l'Observatoire de la consommation responsable de l'Université de Sherbrooke. *Le baromètre de la consommation responsable 2012*, novembre 2012.
- ²⁰ Allard, Marie. *Les Québécois mangeront...plus québécois!* La Presse, 2 mai 2013.
- ²¹ Maltais, Isabelle. *L'économie sociale comme moteur de développement*, Radio-Canada, mis à jour le 19 mars 2013.
- ²² Oxfam-Québec. *Campagne Cultivons. L'accaparement des terres*, mars 2012.
- ²³ Oxfam-Québec. *Campagne Cultivons. La flambée des prix*, mars 2012.
- ²⁴ Husson, S., Pigaglio, R. et Waintrop, M. *Les effets réels et inattendus du commerce équitable*, La Croix, mai 2013.
- ²⁵ Develtere, P. Pollet, I. et Wanyama, F. (eds). *L'Afrique solidaire et entrepreneuriale : la renaissance du mouvement coopératif africain*, OIT, 2009.
- ²⁶ Nicastro, J. *Souveraineté alimentaire : initiatives venues de la base*, Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, juillet 2012.
- ²⁷ Secrétariat à la condition féminine. *L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec : Faits saillants*, Ministère de la Culture, des Communications, et de la Condition féminine, 2010.
- ²⁸ Proulx, Denise. *Au Canada, 500 000 nouveaux entrepreneurs attendus d'ici 10 ans*. Agence QMI, 25 septembre 2012.
- ²⁹ TVA Nouvelles. *Au Canada 500 000 nouveaux entrepreneurs attendus d'ici 10 ans*.
- ³⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. *Genre et droit à la terre, Comprendre les complexités, adapter les politiques*, juin 2010.
- ³¹ ONU. *Objectifs du millénaire pour le développement : Rapport 2012*. «Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes».

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Amnistie internationale. *Droits économiques, sociaux et culturels*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.

³⁵ ONU. Objectifs du millénaire pour le développement. *Préserver l'environnement*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.

³⁶ Amnistie internationale. *Droits économiques, sociaux et culturels*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.

³⁷ ONU. *L'OIT préconise le renforcement de la lutte contre le travail forcé dans le monde*, 8 février 2013.

³⁸ ONU. Objectifs du millénaire pour le développement. *Préserver l'environnement*, consulté en ligne le 11 juillet 2013.

³⁹ ACADI. *Loi sur la responsabilité en matière d'aide officielle*.

⁴⁰ Conseil canadien pour la coopération internationale et Aid Watch Canada. *Budget 2013: Répercussions sur l'APD canadienne*.

⁴¹ Vastel, Marie. *Aide internationale: cap sur le privé, confirme Ottawa*, *Le Devoir*, 24 novembre 2012.

⁴² Anciennement le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

jqsi.qc.ca

Durant les JQSI, portez fièrement votre macaron!



**Association québécoise des organismes
de coopération internationale**

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (Québec) H2L 1L3

Tél. 514-871-1086 Téléc. 514-871-9866
aqoci@aqoci.qc.ca • www.aqoci.qc.ca